RÉSUMÉ DESCRIPTIF DE LA CERTIFICATION (FICHE RÉPERTOIRE)

Intitulé (cadre 1)

Master
Domaine : Sciences Humaines et Sociales (SHS1 : Marchés et organisations ; SHS2 : Normes, institutions et comportements sociaux)
Mention : Droit et Economie
Spécialité : Analyse Economique du Droit
Finalités : recherche/professionnelle

(cadre 2) Autorité responsable de la certification	Qualité du(es) signataire(s) de la certification (cadre 3)
Université Paris Ouest Nanterre La Défense Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	Président de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense Recteur de l'Académie Chancelier des Universités

Niveau et/ou domaine d'activité (cadre 4)

Niveau : **Niveau I, Master (nomenclature de 1967), équivalent niveau 7 EQF, Grade de Master (300 crédits ECTS)**

Code NSF : **120, 122, 128**

Résumé du référentiel d'emploi et éléments de compétences acquis (cadre 5)

Liste des activités visées par le diplôme, le titre ou le certificat :

- Préparer un cours et un programme pédagogique pour l'enseignement supérieur
- Enseigner et encadrer le travail personnel des étudiants en droit comme en économie
- Elaborer des programmes de recherche académiques ou appliqués en droit et économie
- Réaliser une veille juridique au plan national ou international
- Réaliser des expertises économiques et juridiques (évaluation de dommages, du coût d'un contentieux etc), pour le compte d'associations (de consommateurs ou d'usagers, groupements d'intérêt) ou bien des organisations nationales ou internationales publiques ou privées
- Conseiller les cabinets d'avocats d'affaire, les cabinets d'expertises et les entreprises sur les stratégies de résolution du contentieux économique (dommages, coût du contentieux, négociations etc)
- Réaliser des études d'impact juridico-économique de nouveaux instruments de régulation économique ou d'une nouvelle législation sur un marché
- Réaliser des études d'évaluations du risque économique et juridique associé aux marchés nationaux et internationaux

Compétences ou capacités évaluées

Compétences disciplinaires :

- Double compétence en sciences juridiques et économiques
- Maîtrise du raisonnement et de la langue juridique
- Maîtrise du raisonnement et des outils d'analyse économique
- Compétences dans l'évaluation qualitative et quantitative des effets d'un dispositif juridique sur l'environnement économique et social
- Analyser, synthétiser et discuter de façon critique des travaux et textes économiques et juridiques

Compétences transversales :
- Mener une recherche bibliographique économique et juridique (académique, jurisprudentielle etc)
- Hiérarchiser et synthétiser les sources documentaires économiques et juridiques
- Exploiter, gérer, actualiser une base de données économiques et/ou juridiques
- Exploiter, construire des données statistiques économiques et juridiques
- Synthétiser et restituer de façon critique un ensemble de travaux de recherches (académiques, appliquées) ou d'expertises (qualitatives et quantitatives) économiques et juridiques
- Réaliser des travaux de recherches bi-disciplinaires (académiques, appliquées)
- Réaliser des travaux d'expertises économiques et juridiques
- Maîtriser l'anglais économique et juridique, courant et professionnel
- Maîtriser les outils bureautiques (traitement de textes, tableur etc)
- Maîtriser les outils d'analyse statistique

Compétences comportementales :
- Travailler en, et coordonner et/ou diriger une équipe, dans une approche bi-disciplinaire
- Construire un projet, une argumentation, une mission associant des experts de plusieurs disciplines
- Communiquer en s'adaptant au public/auditoire visé les résultats de travaux de recherche et d'expertise économiques et juridiques

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat (cadre 6)

Secteurs d'activités :
Le titulaire peut exercer dans les organismes de recherche publics et privés, et les services d'études économiques et juridiques. Il peut présenter tous les concours de recrutement de l'enseignement supérieur et de la recherche, en France et à l'étranger, ainsi qu'aux concours des organisations internationales (publiques et privées). Il peut se présenter au concours du barreau et de l'Ecole Nationale de la Magistrature, et à ceux de la fonction publique (catégories A et A+).
Il a accès aux emplois de catégories supérieures proposés par le secteur public et para-public (administrations publiques centrales, fonction publique territoriale etc : Cour des Compte, Tribunal Administratif, agences de régulation sectorielle, chef de cabinet etc).
Dans le secteur privé, il peut être juriste d'affaire, il peut travailler dans un cabinet d'avocats, d'experts et de conseil économiques et judiciaires, ou être juriste et d'économiste d'entreprise, dans tous les secteurs d'activité (des travaux publics aux transports, en passant par l'environnement, l'agroalimentaire, la banque et le secteur de la santé), ou encore réaliser des expertises pour le compte d'associations (groupements d'intérêt, associations de consommateurs ou d'usagers etc).

Types d'emplois accessibles :
Enseignant-chercheur
Avocat, expertise et conseil juridique,
Consultant d'affaire, juriste d'entreprise
Rédacteur dans les autorités de régulation, rapporteur adjoint à la Cour des Comptes
Economiste d'entreprise
Chargé(e) d'études économiques et sociales, directeur/directrice d'études en entreprise
Chef départemental de la concurrence et de la consommation
Directeur/directrice de cabinet

Codes des fiches ROME les plus proches (5 au maximum) :
K1401 : conception et pilotage de la politique des pouvoirs publics
K1903 : défense et conseil juridique
K2108 : enseignement supérieur
M1403 : études et prospectives socio-économiques

Réglementation d'activités
Agent public, avocat, professions juridiques et judiciaires

Modalités d'accès à cette certification (cadre 7)

Descriptif des composantes de la certification :

Les conditions d'accès au diplôme sont :
- accès de droit à la première année du master (semestre 1 et 2) aux titulaires d'une Licence de droit et économie, licence d'économie et gestion, licence de droit; accès conditionnel pour les autres sur décision d'une commission de validation des acquis.
- accès sur dossier et, le cas échéant, un entretien à la deuxième année du master (semestre 3 et 4).

Pour les étudiants non titulaires d'une licence « droit et économie » entrant au niveau M1, des enseignements obligatoires d'harmonisation des acquis (Mise à Niveau) sont dispensés dans une UE spécifique (Parcours méthodologique et technique) organisée selon l'origine de la licence des étudiants, de façon à faciliter leur insertion dans le diplôme. Ces enseignements sont aussi accessibles aux étudiants non titulaires d'une licence « droit et économie » entrant seulement au niveau M2.

Semestres 1 et 2 (500h, 30 ECTS)
UE Economie, politique et droit de la concurrence (6 + 7,5 ECTS)
UE Droit et économie des contrats et de la finance (6 + 4,5 ECTS)
UE Economie et droit de la responsabilité, des contentieux et de la justice (9 + 6 ECTS)
UE Parcours méthodologique (selon licence : droit & économie ; économie ; droit) (12 + 9 ECTS)

Semestres 3 et 4 (240h en recherche ; 320h en professionnel, 60 ECTS)
Tronc Commun (160h, 24 ECTS):
UE Principes fondamentaux de la responsabilité (6 ECTS)
UE Résolution des litiges (6 ECTS)
UE Dynamique et concurrence des systèmes juridiques (6 ECTS)
Etudes d'impact et politiques publiques (6 ECTS)
Parcours Recherche (80h, 36 ECTS):
- UE méthodologie économique et juridique de la recherche (6 ECTS)
- UE cours PR invités et séminaire d'initiation à la recherche (6 ECTS)
- mémoire (24 ECTS)

Ou Parcours Professionnel (160h, 36 ECTS):
- UE module professionnalisant (économie et droit) (24 ECTS)
- mémoire (6 ECTS)
- stage obligatoire au semestre 4 (6 ECTS)

Chaque UE est notée (à l'oral ou l'écrit) de 0, la note la plus basse à 20, la note la plus haute. 10 est la note suffisante pour la validation d'une UE. Il y a compensation intégrale uniquement pour les UE appartenant à la même année du master. Le bénéfice des composantes acquises/UE peut être gardé sans considération de durée uniquement pour la première année du master (semestres 1 et 2). La deuxième année du master (semestres 3 et 4) doit être validée dans l'année d'inscription au diplôme (sauf dérogation exceptionnelle).

Conditions d'inscription à la certification	Oui	Non	Indiquer la composition des jurys
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	x		Responsables du diplôme de master
En contrat d'apprentissage		x	
Après un parcours de formation continue	x		Enseignants-chercheurs intervenant dans le diplôme de master
En contrat de professionnalisation	x		
Par candidature libre	x		
Par expérience *Date de mise en place :*	x		Enseignants-chercheurs intervenant dans le diplôme de master

Liens avec d'autres certifications (cadre 8)	Accords européens ou internationaux (cadre 9)

Base légale (cadre 10)

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :
Arrêté du 25 avril 2002 publié au JO du 27 avril 2002

Références autres :
Pour LMD2 arrêté du 12 juillet 2011 relatif aux habilitations de l'université Paris Ouest Nanterre la Défense à délivrer des diplômes nationaux
Pour LMD3 l'habilitation est en cours

Pour plus d'information (cadre 11)

Statistiques :
Site de l'Observatoire de la Vie Universitaire : http://www.u-paris10.fr/l-universite/observatoire-de-la-vie-universitaire-ovu--120372.kjsp?RH=FR

Année	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Nombre de titulaires de la spécialité AED	9	10	10
dont femmes	4	3	5
Ratio admis/inscrits	1	1	1

Autres sources d'informations :
Portail étudiant du ministère de l'Education nationale : www.etudiant.gouv.fr
Portail ONISEP : www.onisep.fr
Site internet de l'université Paris Ouest Nanterre : http://www.u-paris10.fr/
Site internet du laboratoire partenaire d'économie EconomiX : http://economix.fr/fr/axes/dir/
Site internet du laboratoire partenaire de droit CRDP : http://www.u-paris10.fr/recherche/ea-381-centre-de-recherche-en-droit-public-crdp--235674.kjsp?RH=rec_lab

Lieu(x) de certification :
Université Paris Ouest – Nanterre – La Défense

Lieu(x) de préparation à la certification déclaré(s) par l'organisme certificateur :
Université Paris Ouest Nanterre La Défense
- 200 avenue de la République
92001 Nanterre Cedex
***UFR* Droit et Science Politique, bâtiment F**
et UFR Sciences Economiques, Gestions, Mathématiques, Informatique, bâtiment G

Historique :
Le Master mention Droit et Economie a été créé à la rentrée 2005, la spécialité recherche étant appelée « Analyse Economique et Juridique ». Désormais, la spécialité AEJ s'intitulera « Analyse Economique du Droit », et propose un parcours recherche et un parcours professionnel.

Liste des liens sources (cadre 12)

Site Internet de l'autorité délivrant la certification

http://www.u-paris10.fr/